

Rencontre avec Jonathan Peuch



"RÉACTIVER LE RÉCIT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE AU SERVICE D'UN NOUVEAU DROIT"

Jonathan Peuch est chargé de plaider chez FIAN, une ONG qui lutte pour le droit à l'alimentation et à la nutrition en Belgique et dans le monde. Parmi les combats menés autour de ce droit fondamental, FIAN défend la mise en place d'une Sécurité Sociale de l'Alimentation (SSA) et entend mettre ce projet à l'agenda politique d'ici les élections de 2024.

■ **En tant que juriste, comment en es-tu arrivé à travailler dans le domaine de l'alimentation ?**

□ Je ne peux pas vraiment situer à quand remonte mon intérêt pour le sujet. Ma mère est agricultrice à la confédération paysanne en France et mon père a été militant politique, plutôt écologiste, donc j'ai toujours baigné dans le sujet. J'ai fait un master en sciences politiques puis un doctorat en droit. Au début, je pensais travailler au niveau de la Politique Agricole Commune (PAC) pour aider les agriculteurs mais ma vision politique s'est affinée et la rencontre avec Olivier de Schutter, mon directeur de thèse, a été déterminante. Ma thèse portait sur le droit de l'alimentation, c'est-à-dire sur les règles du droit européen qui encadrent la consommation alimentaire. Ce sont des règles de marché puisque l'alimentation est considérée et traitée comme une marchandise.

■ **L'alimentation, c'est un produit de marché comme un autre ?**

□ Juridiquement, c'est une marchandise. Je ne suis pas d'accord avec ça mais c'est pourtant le cas. Ce sont les rapports de marché et les acteurs économiques qui déterminent ce qu'on mange, qui fixent les prix, et qui imposent leur production au consommateur. Dès que l'on cherche à faire des choix collectifs et si possible démocratiques sur l'alimentation, ça devient compliqué parce que chaque individu est renvoyé vers ses croyances et ses préférences : si tu es vegan, on te développe une gamme de produits vegan ; si tu aimes le bio, tu manges des produits labélisés bio... Tout est récupéré dans la logique de marché et on n'a malheureusement jamais réussi à imposer collectivement des normes de production qui soient orientées politiquement. Tout mon travail chez FIAN, c'est de repolitiser la question de l'alimentation.

■ **Comment est-ce qu'on arrive à replacer l'alimentation dans le champ politique ?**

□ On peut agir sur plusieurs niveaux. On peut défendre des mesures qui restent dans la logique de marché mais qui sont basées sur des compétences existantes au niveau de l'Etat. En bref, on garde le système de marché mais on développe des nouveaux étiquetages, on réglemente la qualité des produits, on tente de réguler la PAC... Ce sont des logiques de régulation que nous, chez FIAN, on défend malgré tout parce que, des fois, ça fonctionne.

Par contre, le projet de Sécurité Sociale de l'Alimentation (SSA), lui, s'oppose vraiment à cette logique de marchandisation. Grâce à un système de cotisation et de redistribution universel, chacun pourrait s'approvisionner auprès de producteurs et de revendeurs conventionnés. L'alimentation deviendrait un bien mutualisé et nous aurions donc des institutions démocratiques qui définiraient ce qu'on mange, ce qu'on conventionne ou non, ce qu'on veut produire. (Voir article en page 6 sur le fonctionnement de la SSA)

■ **Le point de départ de votre travail, c'est la référence à la Déclaration des droits de l'homme. Est-ce que cette référence fait encore poids aujourd'hui ?**

□ Chez FIAN, nous défendons le droit à l'alimentation, c'est notre mission et on y croit. La référence aux Droits Humains, c'est important parce qu'il y a un côté fondamental mais aussi universel et international. Ce sont des droits fondamentaux et si l'Etat n'y répond pas, il est en échec. On ne peut pas tolérer chez nous que certains n'aient pas à se loger, à se soigner, à se vêtir... C'est inacceptable. Ce degré d'inacceptabilité va de pair avec une obligation de l'Etat d'agir, c'est ça le discours des droits humains.

Normalement, ces droits-là, ce sont des droits et pas de l'aide sociale. C'est une grosse différence. Cela ne devrait pas être les gens qui demandent : « *S'il vous plaît, soyez gentils, donnez-nous à manger ou donnez-nous un logement* ». Non, l'Etat se trouve dans l'obligation de le faire et s'il ne le fait pas, les citoyens peuvent porter plainte contre l'Etat.

■ **Et la sécurité sociale répond à cette exigence de droits ?**

□ La sécurité sociale, c'est un système qui répond à pas mal de droits fondamentaux. Nous nous appuyons sur l'exemple de la san-

té. La santé c'est vraiment un droit, personne n'a honte d'aller chez le médecin ou à l'hôpital et personne ne se sent redevable à l'Etat de se faire soigner. Ce que l'Etat fait pour la santé, il pourrait le faire aussi pour l'alimentation.

Il y a quelques années, je ne m'intéressais pas à la sécurité sociale. Cela me semblait très technique avec des personnes qui l'attaquent et d'autres qui la défendent. Les gens se positionnent dans un type de narratif. Nous voulons réactualiser le débat et pas seulement défendre un acquis. La sécurité sociale, c'est un outil intéressant pour garantir des droits et on devrait l'étendre. On n'est pas seulement dans le défensif de quelque chose qui existe, on va plus loin. Réactiver le récit de la sécurité sociale au service d'un nouveau droit, c'est un travail sur les imaginaires et c'est un fameux défi. J'appelle ça du travail politique. Cela permettrait aux gens de se mobiliser et de réaliser pleinement le droit à l'alimentation.

■ **Ce n'est pas le cas ?**

□ Non, ce n'est pas le cas et c'est vraiment lié à ce système de marché. Il y a plein de gens qui n'ont pas les revenus pour manger suffisamment et correctement. Quand tu es riche, en Belgique, tu ne comprends pas pourquoi certains ne peuvent pas s'acheter à manger, tu ne comprends pas que ça peut être compliqué de mettre cinquante centimes pour des pâtes, mais les budgets de certains ménages sont tellement serrés. C'est assez violent parce qu'on fait croire que les gens ont le choix, qu'ils choisissent d'aller dans des grandes surfaces peu chères plutôt que d'aller à l'épicerie bio, comme s'ils choisissaient d'aller acheter de la mauvaise qualité. Il y a plein de gens qui ont faim et c'est quelque chose qui peut se mesurer avec le nombre de personnes qui bénéficient de l'aide alimentaire. L'année dernière, il y a eu 600 000 personnes qui sont allées au moins une fois ou plus demander l'aide alimentaire.

■ **L'aide alimentaire et le droit à l'alimentation, ce n'est pas la même chose ?**

□ C'est très différent en termes de droits humains. L'aide alimentaire et l'aide humanitaire, c'est la même chose au niveau du droit international. Il y a des budgets pour acheter l'alimentation la moins chère possible qui permette d'avoir des volumes les plus gros possibles. Il faut que les gens aient de la quantité mais la qualité n'est pas vraiment là. On reste uniquement dans le droit d'être à l'abri de la faim.

Le vrai droit à l'alimentation ce n'est pas ça, c'est l'accès de toutes et tous à une alimentation choisie, de qualité et de quantité, adéquate, bonne pour la santé et durable. C'est-à-dire qu'on y a accès aujourd'hui, on y aura accès demain et les générations futures y auront accès. Cela n'a rien à voir avec l'aide alimentaire qui n'est pas digne parce que, pour y avoir accès, tu dois démontrer que tu es pauvre et c'est souvent vécu comme une humiliation, et qui n'est pas durable parce que ce sont les produits qui proviennent des modes de production les moins durables. Dans le secteur, de nombreux acteurs essaient courageusement d'améliorer l'aide alimentaire et parfois y arrivent ! Epiceries et restaurants sociaux montrent la voie. Néanmoins, elle ne peut être une solution structurelle, et ne vise à répondre qu'à des situations extrêmes et imprévues.

■ *Qu'est-ce qu'une alimentation de qualité ?*

□ J'appelle produits de qualité ceux qui intègrent un maximum d'externalités. Avec un produit de qualité, la société ne va pas devoir corriger les impacts de l'alimentation en termes de pollution des airs, du sol, des eaux. L'agriculture est le premier contributeur au changement du climat, 31% environ, c'est énorme. Un produit de qualité n'a pas non plus d'effets négatifs en termes de santé. En Belgique, les produits les moins chers sont trop gras, trop salés, trop sucrés. Selon les études de Sciensano, la moitié de la population est touchée par la malnutrition (surpoids et obésité) et les maladies chroniques liées. C'est plus de 10% des décès annuels. Le coût en santé est évalué à cinq milliards d'euros par an, uniquement en ce qui concerne le surpoids et l'obésité.

Une alimentation de qualité, c'est aussi celle qui paie correctement les travailleurs de l'ensemble de la chaîne alimentaire. Pour l'instant, le système alimentaire génère de la pauvreté. Ce que l'on mange et qui n'est pas cher est importé, vient d'endroits où les salaires sont extrêmement bas et où les réglementations ne sont pas respectées.

■ *Aujourd'hui, c'est difficile de bien manger ?*

□ Soit c'est plus cher, soit ça prend plus de temps (pour cuisiner, pour participer à une groupement d'achat commun, pour se fournir directement chez le producteur, pour faire ses courses dans plusieurs petits commerces). Cela demande plus d'énergie et plus de charge mentale. Tant que l'on reste dans une logique de marché, c'est sur les individus que repose ce choix.



Parade de la Faim
17 octobre 2022 - Bruxelles

© FIAN Belgique

Aujourd'hui, la consommation de produits bio ne dépasse pas 5% des dépenses alimentaires des Belges. Cela veut donc dire que riche ou pas riche, tout le monde essaie de prendre le moins cher. La rentabilité et l'efficacité, on la cherche aussi dans nos assiettes.

La proposition de la SSA, c'est d'augmenter les budgets mais aussi d'orienter la consommation, sinon les gens prendront toujours le moins cher. C'est aussi une mesure de développement économique pour soutenir des filières qui paient les travailleurs, qui ne rendent pas malade et qui prennent soin de la planète.

■ *Comment l'idée d'une SSA est-elle reçue par le monde agricole et par celui de l'aide alimentaire ?*

□ Un syndicat agricole, ce qui l'intéresse vraiment, c'est défendre les paysans qui sont pauvres eux-mêmes. Eux, ce qu'ils souhaitent, c'est de vendre un peu plus cher, et donc toucher les plus riches. La paysannerie ne peut pas porter seule le double fardeau de la nourriture durable et en plus accessible à tous.

Et l'aide alimentaire, son objectif c'est de nourrir un maximum de monde avec un minimum d'argent. C'est un secteur qui est très dépendant de l'agro-industrie qui écoule ses surplus et de l'Etat qui les finance par des réductions d'impôts. Par exemple, l'aide alimentaire ne peut pas vraiment signer des revendications du monde paysan vis-à-vis des grandes surfaces parce que c'est Colruyt, Delhaize ou Carrefour qui permettent actuellement de remplir les stocks d'aide. Je comprends cette position, mais c'est un aveu de dépendance. Politiquement, c'est un piège.

Quand tu es trop sur un combat ciblé, tu as du mal à voir plus large et c'est compliqué de penser des mesures capables de changer la vie des gens. En restant chacun sur un secteur, on est trop faible politiquement. Il faut penser de manière plus globale et à long terme.

Une caisse de solidarité chez Paysans-Artisans

Lorsque nous avons rencontré Jonathan Peuch, il a évoqué avec nous quelques projets existant en Belgique et dont l'objectif est de favoriser l'accès des personnes les plus précarisées à une alimentation de qualité. Un projet pilote existe à la Bees Coop de Schaerbeek (voir en page 7) et une caisse de solidarité a été mise en place chez Paysans-Artisans. Thérèse-Marie Bouchat, co-directrice de cette coopérative, nous a parlé du défi de rapprocher le monde de l'aide sociale et celui des alternatives à la consommation...

Aujourd'hui, quand on fait ses courses chez Paysans-Artisans, on peut prendre des bons de 3 euros qui alimentent une caisse de solidarité. Elle permet à des épiceries sociales de commander leurs produits chez nous, avec une réduction de 30% sur les fruits et légumes et de 50% sur le reste. On travaille avec l'épicerie sociale de Floreffe et l'épicerie solidaire de l'UNamur qui soutient les étudiants les plus précaires. La Ministre Tellier vient d'annoncer que chaque euro mis dans une caisse de solidarité comme la nôtre sera doublé par la Région Wallonne.

Pour le moyen terme, j'ai répondu à un appel à projet sur la sortie de la pauvreté. L'idée c'est que des personnes en situation de précarité puissent venir faire leurs courses pendant 18 mois directement chez nous parce qu'on veut aussi décrocher nos lieux de vie. On ne peut pas vivre dans une société où on ne se croise plus et avec nos magasins, on participe involontairement à cela.

A long terme, je trouve que la SSA a du sens. Cela a le mérite d'amener le débat du droit à une alimentation de qualité pour tous et faire débat, c'est toujours bien. Par contre, il ne faudrait pas se cacher derrière une idée qui ne se concrétisera peut-être jamais pour ne pas agir à court terme. Et il faut éviter de couler dans le béton des solutions provisoires, comme on l'a fait avec l'aide alimentaire. Même nos expériences doivent être rediscutées à tout moment. C'est important qu'on ait une ligne, des objectifs communs mais ce serait mentir que de croire qu'il y a une solution miracle.



© Paysans-Artisans

■ Que conseillerais-tu à des militants qui réfléchissent à cette question ?

□ Dans les prochains mois, la priorité c'est vraiment le plaidoyer politique. Il faut s'approprier l'idée, la transmettre, la débattre, la faire connaître. Activer les contacts politiques, du communal au fédéral et présenter la proposition.

Et puis, il faut aller voir les producteurs et tous les gens qui sont confrontés à l'accessibilité sociale de l'alimentation de qualité, mettre ensemble des gens du monde social et des gens du monde agricole. C'est ça le challenge, et les alternatives actuelles n'y arrivent pas du tout. Avec la SSA, on essaie. Elle n'a de sens que si elle est pensée ensemble, donc il faut convaincre.

Pour les prochaines élections de 2024, nous voudrions que les partis s'engagent à mettre en place une 8^e branche de la sécurité sociale. La SSA, c'est vraiment une matière transversale et chaque angle d'approche peut intéresser un parti différent. La dimension durable rencontre le programme d'Ecolo, la redistribution pourrait séduire PS et PTB tandis que le développement local pourrait convaincre le MR, ou au moins Les Engagé-e-s. Cela vaut aussi pour les pendants néerlandophones de ces partis. En Belgique, il y a une recherche du consensus qui peut permettre au projet de la SSA d'être réellement mis à l'agenda politique.

■ Toi, personnellement, qu'est-ce qui te plaît le plus dans cette proposition ?

□ Ce qui me plaît le plus, c'est l'agrégat de tout ! Elle rassemble beaucoup de monde et touche au social, à l'économique, à l'environnemental, à la santé, au travail. C'est un projet qui me donne de l'espoir dans une société un peu plus juste. Le fait que la Sécu réponde à des enjeux réels, ce n'est pas la seule et unique solution, mais c'est la seule que je connaisse. Je n'en ai jamais entendu qui arrivent à démarcher, repolitiser et avoir un effet économique aussi fort. Je trouve que c'est génial !

Propos recueillis par Muriel Vanderborgh

Pour en savoir plus, n'hésitez pas à consulter les sites internet fian.be et collectif-ssa.be